Chypre : Le nouveau cauchemar des Européens

21/06/2013 à 8h00

L'appel au secours du président chypriote doit être pris au sérieux par les Européens, s'ils ne veulent pas que Chypre redevienne un cauchemar. Car les avantages de l'euro s'estompent pour le pays.

> *Comme la lettre du président chypriote vient de le rappeler, l'affaire chypriote n'a rien perdu de son caractère exemplaire pour le reste de l'Europe. A l'heure où le FMI reconnaît – à la grande fureur de la Commission européenne et de la BCE – des erreurs dans la gestion de la crise grecque, la troïka semble en passe de doubler la mise avec Chypre.*

La quadrature du cercle bancaire

L'aide à cette petite république a en effet été montée en urgence, sous la pression de la BCE qui brandissait la menace d'une sortie de Chypre de la zone euro. Nul n'a semblé réellement prendre la mesure des conséquences et de la faisabilité des recettes préconisés. Surtout, un seul critère a servi de fil conducteur : engager le moins possible les contribuables des autres pays, tout en maintenant Chypre dans la zone euro.

> *Ainsi a-t-on exclu 15 milliards d'euros d'engagements grecs de toute participation au sauvetage afin de préserver les banques grecques que l'on ne voulait pas à nouveau recapitaliser. Ainsi a-t-on également maintenu dans le bilan de la Bank of Cyprus 9 milliards de créances sur la BCE au titre de l'aide à la liquidité d'urgence, l'ELA. Autant de poids que le système bancaire chypriote ne peut supporter,*

> *lui qui n'a guère dans son bilan que des dépôts qui, depuis mars, ont fondu de près d'un cinquième, malgré le contrôle des capitaux.*

Depuis plusieurs mois, Nicosie et la troïka tente de résoudre la quadrature du cercle en tenant de monter une restructuration viable du système bancaire chypriote dans ces conditions. C'est évidemment impossible, à moins de faire sortir le pays de la zone euro et de payer en nouvelle monnaie ou d'augmenter le montant de la solidarité européenne. Deux options exclues pour le moment. Mais la situation ne pourra rester indéfiniment bloquée.

L'économie se délite

> *Car, pendant ce temps, l'économie chypriote se désintègre progressivement. Les prévisions de la troïka étaient de toute évidence irréalistes. Le PIB chypriote va reculer de 9 % cette année, peut-être 5 % selon le FMI l'an prochain, En deux ans, la richesse du pays sera réduite de 15 %. Même la Grèce n'a pas connu une telle cure.*

Les mesures d'austérité imposées par la troïka pèsent bien sûr, mais c'est surtout l'absence de vrai secteur bancaire et d'investissement en raison du contrôle des capitaux qui asphyxie l'économie chypriote. Tout ceci amène l'absence absolue de confiance dans l'avenir qui gèle encore le fonctionnement de l'économie. Et cette fois, il sera difficile de faire admettre que cette potion permettra d'assurer la « croissance future » du pays.

Quitter l'euro est-il une solution ?

> *En réalité, la zone euro est devenue un enfer pour Chypre. Il est désormais difficile de penser qu'une sortie du pays de l'UEM – aussi catastrophique soit-elle – donne lieu à une situation pire que celle que connaît le pays aujourd'hui.*

Sans doute, les Chypriotes devront-ils compter avec l'inflation générée par la dévaluation rapide de leur monnaie. Sans doute, l'Etat chypriote, devenu insolvable et incapable d'emprunter sur les marchés, devra-t-il serrer les vis. Mais, du moins, une nouvelle monnaie permettrait de faire fonctionner à nouveau l'économie, en particulier le système bancaire.

Prendre le risque de laisser sortir Chypre ?

La question se pose donc à nouveau de savoir si Chypre doit rester ou non dans la zone euro. Si l'Europe pense pouvoir régler le problème en l'ignorant, elle se trompe. Une sortie de l'île de la zone euro pourrait coûter cher à cette dernière. L'OMT, dont se vante tant Mario Draghi, le gouverneur de la BCE mais qui n'est encore qu'une menace, pourrait bien alors devoir être actionné. Les marchés seraient en effet tentés de tester la BCE sur le fameux « whatever it takes » (quoi qu'il en coûte) pour sauver l'euro de Mario Draghi. Or, ce dernier doit craindre un tel scénario, lui qui n'a pas encore, malgré ses promesses, publier le cadre légal de l'OMT (9 mois après son annonce !). Sans compter que si Nicosie quitte la zone euro, il y a fort à parier que le MES et la BCE doivent encaisser des pertes. Que l'Europe se méfie donc : la bombe chypriote est encore bourrée d'explosifs. Et c'est ce qu'a voulu dire Nikos Anastasiadès avec son appel au secours. L'ignorer serait inconscient.

La Tribune